



Conseil d'Etat
Staatsrat

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

RÉPONSE AU POSTULAT

Auteur Emmanuel Amoos, AdG/LA, Xavier Mottet, PLR, et cosignataires
Objet **Pour une assurance d'indemnités journalières maladie cantonale destinée aux chômeurs**
Date 09.09.2016
Numéro **3.0316 (anc. 4.0222)** **en collaboration avec le DSSC**

Par ce postulat, il est demandé d'examiner la création d'une assurance d'indemnités journalières maladie cantonale pour les chômeurs sur le modèle du canton de Vaud.

L'initiative déposée par les Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais «Pour un revenu assuré en cas de maladie» demandait une assurance d'indemnités journalières maladie obligatoire pour tous les travailleurs et chômeurs. Pendant la durée où cette initiative était pendante, le Conseil d'Etat a étudié différents modèles de couverture de la perte de gain maladie en faveur des seuls chômeurs, dans la mesure où une assurance également en faveur des travailleurs a été considérée comme illusoire. Finalement, les initiants ont retiré leur initiative.

Entre les années 2008 et 2011, le Conseil d'Etat a examiné deux modèles d'assurance en faveur des chômeurs, l'un financé par les contributions de l'ensemble des travailleurs, l'autre par les seules contributions des chômeurs (ce dernier modèle correspondant à celui du canton de Vaud). Le Conseil d'Etat étudia finalement encore un modèle de financement public en faveur des chômeurs risquant de se retrouver dans une situation particulièrement difficile.

Pour les deux modèles d'assurance précités, le Conseil d'Etat autorisa même le lancement de la procédure de consultation. Après pesée des chances et risques respectifs, il parvint à la conclusion de ne donner suite à aucun de ces modèles.

Etant donné que la question d'une assurance d'indemnités journalières maladie est soulevée à intervalles réguliers, que quelques années se sont écoulées depuis les discussions au sein du Conseil d'Etat et, qu'en son temps, le Conseil d'Etat n'a pas informé le Grand Conseil de ses réflexions au sujet de cette problématique, le Conseil d'Etat propose d'accepter le postulat dans le sens où le modèle d'assurance du canton de Vaud sera à nouveau analysé et évalué. Cela est également approprié dans l'optique de l'aide sociale, dans la mesure où de telles maladies peuvent conduire les personnes concernées dans la précarité et simultanément faire augmenter les coûts sociaux. Ensuite, soit le Conseil d'Etat présentera au Grand Conseil un projet de loi soit il exposera dans un rapport les raisons pour lesquelles il estimerait qu'une telle assurance serait toujours inappropriée.

Conséquences sur la bureaucratie : aucune

Conséquences financières : aucune

Conséquences équivalent plein temps (EPT) : aucune

Conséquences RPT : aucune

Il est proposé l'**acceptation** du postulat dans le sens de la présente réponse.

Sion, le 6 octobre 2017